

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1857

[C - 97/27443]

**24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993, par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 juillet 1994, des 9 et 23 mars 1995, du 30 mai 1996 et du 21 février 1997;

Vu la proposition du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, émise en date du 29 mai 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juin 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Considérant que l'adaptation des subventions de fonctionnement et de personnel doit être effectuée d'urgence afin d'assurer la subsidiarité des institutions agréées;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution, en application de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 36, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 juillet 1994, des 9 et 23 mars 1995, du 30 mai 1996 et du 21 février 1997, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Pour 1997, la partie de la subvention destinée aux autres frais que ceux de personnel peut être évaluée au minimum à 91.942 francs par prise en charge en régime d'internat, à 44 488 francs par prise en charge pour les semi-internats pour les jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge est inférieur ou égal à 60, et 42 369 francs par prise en charge pour les semi-internats pour jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge est supérieur à 60 ainsi que pour les semi-internats pour jeunes scolarisables et les semi-internats pour jeunes scolarisables et non scolarisables quel que soit leur nombre de prises en charge. »

Elle varie en fonction du régime de l'institution et du nombre de bénéficiaires intervenant pour le calcul de la subvention.

Elle s'élève à :

— 299 940 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;

— 260 705 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60;

— 190 462 francs pour les semi-internats pour jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;

— 181 392 francs pour les semi-internats pour jeunes scolarisables et pour les semi-internats pour jeunes scolarisables et pour les jeunes non scolarisables dont le nombre de prises en charge est inférieur ou égal à 60;

— 152 511 francs pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60.

**Art. 3.** Les montants fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991,

16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 juillet 1994, des 9 et 23 mars 1995, du 30 mai 1996 et du 21 février 1997 figurant dans son dispositif, sont adaptés comme suit :

1° Montants de rémunération fixés par l'article 36, § 3, et l'article 43bis :

- ajouter 12 028 francs au montant prévu pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial;
- ajouter 11 831 francs au montant prévu pour les éducateurs classe I, II, A et chefs éducateurs;
- ajouter 13 000 francs au montant prévu pour les éducateurs classes II B, III, puéricultrices et assimilés;
- ajouter 11 982 francs au montant prévu pour les chefs de groupe;
- ajouter 18 240 francs au montant prévu à l'article 43bis.

Ces montants doivent être multipliés par une fraction dont le numérateur est 136,6251 et le dénominateur est 100.

2° Montant de subvention de fonctionnement fixé à l'annexe VIII; ce montant doit être multiplié :

- par une fraction dont le numérateur est 121,92 et le dénominateur est 100.

**Art. 4.** L'article 50bis du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Pour l'année 1997, le coefficient d'attribution est identique à celui prévu pour l'année 1996. »

**Art. 5.** L'article 54, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54, §, 1<sup>er</sup>. L'enveloppe attribuée en 1997 est en principe fixée à 100,67 % de l'enveloppe attribuée en 1996.

Toutefois :

1° les institutions qui peuvent prétendre pour 1997 à une enveloppe théorique supérieure à celle attribuée en 1996 augmentée dans la proportion mentionnée au premier alinéa, voient leur enveloppe fixée au montant auquel elles peuvent prétendre pour 1997.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les semi-internats pour jeunes scolarisables et les semi-internats pour jeunes scolarisables et non scolarisables, voient leur enveloppe limitée au montant de la subvention attribuée en 1996 augmentée dans la proportion mentionnée, dans le cas des semi-internats pour jeunes scolarisables et non scolarisables, ces institutions voient néanmoins leur enveloppe fixée au montant auquel elles peuvent prétendre en 1997 proportionnellement à l'occupation moyenne des jeunes non scolarisés;

2° Les institutions qui ne peuvent prétendre pour 1997 qu'à une enveloppe inférieure ou égale à celle attribuée en 1996 augmentée dans la proportion mentionnée ci-dessus, voient leur enveloppe fixée au montant de la subvention attribuée en 1996 augmentée dans cette proportion, et pour autant que l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté ne soit pas inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1996;

3° Les institutions dont l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté est inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1996 voient leur enveloppe fixée à 90 % au moins de l'enveloppe attribuée en 1996.

En aucun cas :

1° l'enveloppe attribuée ne peut être supérieure à 110 % de l'enveloppe à laquelle les institutions peuvent prétendre;

2° la part de l'enveloppe attribuée qui est destinée à couvrir les frais de personnel éducatif ne peut être supérieure à celle qui résulterait du calcul opéré sans application des coefficients dont question à l'article 50bis. »

**Art. 6.** L'article 54, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54, § 2. Le nombre 60 à partir duquel le montant de la subvention de fonctionnement se différencie est pour 1997 fixé par rapport à l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté. »

**Art. 7.** L'article 55, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 55, § 3. Les prestations effectives des médecins sont prises en considération en 1997 dans les limites des subventions octroyées en leur faveur en 1986. »

**Art. 8.** L'article 55bis du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Art. 55bis. Pour l'année 1997, les conditions sont identiques à celles prévues pour l'année 1996. »

**Art. 9.** L'article 56 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 56, § 1<sup>er</sup>. En cas d'indexation survenant dans le courant de l'exercice 1997, les paramètres de subventionnement et les montants des subventions seront revus en conséquence.

§ 2. Tant que les dispositions relatives à la détermination de l'enveloppe applicable pour 1998 n'ont pas été fixées, les avances mensuelles payées en vertu de l'article 36, § 4, seront liquidées, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998 sur base de l'enveloppe attribuée en 1997. »

**Art. 10.** Au chapitre 1<sup>er</sup>, 1, § 2, point 1, de l'annexe 1<sup>er</sup> du même arrêté, les montants repris sont remplacés comme suit :

- le montant de 23 286 francs est remplacé par celui de 23 441.
- le montant de 1 941 francs est remplacé par 1 953.

**Art. 11.** Le chapitre 1<sup>er</sup>, 1, § 2, de l'annexe 1<sup>er</sup> est complété par la disposition suivante :

« 6. L'indemnité complémentaire de prépension accordée aux travailleurs dans le code des prépensions conventionnelles et à mi-temps, et pour autant que le travailleur prépensionné soit remplacé selon les modalités légales, est considéré comme une charge admissible. »

**Art. 12.** A l'annexe VIII, II, § 2, le coefficient d'encadrement de 0,1143 unité temps plein par bénéficiaire pris en charge est remplacé par 0,1822.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Namur, le 24 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1857

[C - 97/27443]

**24 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten**

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994, 9 en 23 maart 1995, 30 mei 1996 en 21 februari 1997;

Gelet op het voorstel van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) van 29 mei 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 juni 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Overwegende dat de werkings- en personeelstoelagen dringend aangepast moeten worden om de subsidiëring van de erkende instellingen te waarborgen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 36, § 2, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994, 9 en 23 maart 1995, 30 mei 1996 en 21 februari 1997, worden de bepalingen van de tweede, derde en vierde leden vervangen als volgt :

« Voor 1997 mag het deel van de toelage bestemd voor andere kosten dan personeelskosten geschat worden op minstens 91.942 frank per ten laste genomen persoon onder internaatstelsel, op 44.488 frank per ten laste genomen persoon in semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en in dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen lager is dan of gelijk is aan 60, en op 42 369 frank per ten laste genomen persoon in semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en in dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen hoger is dan 60 alsook voor semi-internaten voor schoolgaande jongeren en semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren, wat het aantal ten laste genomen personen ook moge zijn.

Dat deel verschilt naar gelang van het stelsel van de instelling en van het aantal begunstigden dat in aanmerking komt voor de berekening van de toelage.

Het bedraagt :

— 299 940 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;

— 260 705 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60;

— 190 462 frank voor de semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;

— 181 392 frank voor de semi-internaten, die tegelijkertijd schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren opnemen, waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;

— 152 511 frank voor de semi-internaten en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60. »

**Art. 3.** De bedragen vastgesteld bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994, 9 en 23 maart 1995, 30 mei 1996 en 21 februari 1997, vermeld in het beschikkend gedeelte ervan, worden als volgt aangepast :

1° Bezoldigingsbedragen vastgesteld in artikel 36, § 3, en artikel 43bis :

- 12 028 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de psychologen, het paramedisch en bijzonder personeel;
- 11 831 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de opvoeders van klassen I en II, A en de hoofdopvoeders;
- 13 000 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de opvoeders van klassen II, B, en III, de kinderverzorgsters en het ermee gelijkgestelde personeel;
- 11 982 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de groepschefs;
- 18 240 frank toevoegen aan het in artikel 43bis vermelde bedrag.

Deze bedragen moeten vermenigvuldigd worden met een breuk waarvan de teller 136,6251 en de noemer 100 is.

2° Bedrag van de werkingstoelage vastgesteld in bijlage VIII; dit bedrag moet vermenigvuldigd worden met :

- een breuk waarvan de teller 121,92 en de noemer 100 is.

**Art. 4.** Artikel 50bis van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« Voor het jaar 1997 is de toekenningscoëfficiënt gelijk aan die van het jaar 1996. »

**Art. 5.** Artikel 54, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Art. 54. § 1. De in 1997 toegekende enveloppe wordt in principe vastgesteld op 100,67 % van de in 1996 toegekende enveloppe.

Maar :

1° de instellingen die in 1997 aanspraak maken op een enveloppe die theoretisch hoger is dan de enveloppe van 1996, verhoogd in de mate vermeld in het eerste lid, krijgen een enveloppe met het bedrag waarop ze in 1997 aanspraak kunnen maken.

In afwijking van voornoemd lid krijgen de semi-internaten voor schoolgaande jongeren en de semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren een enveloppe waarvan het bedrag beperkt is tot het bedrag van de in 1996 toegekende toelage, verhoogd in de bovenvermelde mate; in het geval van semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren wordt de enveloppe van die instellingen niettemin vastgesteld op het bedrag waarop ze in 1997 aanspraak kunnen maken naar verhouding van de gemiddelde bezetting van de niet-schoolgaande jongeren;

2° de instellingen die voor 1997 enkel aanspraak kunnen maken op een enveloppe die lager is dan of gelijk is aan de in 1996 toegekende enveloppe, verhoogd in de bovenvermelde mate, krijgen een enveloppe vastgesteld op het bedrag van de in 1996 toegekende toelage, verhoogd in die mate, voor zover de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit, niet lager is dan 90 % van de in 1996 gesubsidieerde capaciteit;

3° de instellingen waarvan de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit, lager is dan 90 % van de in 1996 gesubsidieerde capaciteit, krijgen een enveloppe die is vastgesteld op minstens 90 % van de in 1996 toegekende enveloppe.

In geen geval :

1° mag de toegekende enveloppe hoger zijn dan 110 % van de enveloppe waarop de instellingen aanspraak kunnen maken;

2° mag het deel van de toegekende enveloppe bestemd om de kosten van het opvoedend personeel te dekken, hoger zijn dan het deel dat uit de verrichte berekening zou voortvloeien zonder toepassing van de in artikel 50bis vermelde coëfficiënten. »

**Art. 6.** Artikel 54, § 2, van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Art. 54. § 2. Het getal 60, vanaf hetwelk het bedrag van de werkingstoelage verschilt, wordt voor 1997 vastgesteld naar verhouding van de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit. »

**Art. 7.** Artikel 55, § 3, van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Art. 55. § 3. De werkelijke verstrekkingen van de geneesheren worden in 1997 in overweging genomen binnen de perken van de toelagen die hen in 1986 zijn toegekend. »

**Art. 8.** Artikel 55bis van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« Art. 55bis, i) voor het jaar 1997. De voorwaarden zijn dezelfde als die van het jaar 1996. »

**Art. 9.** Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Art. 56. § 1. In geval van indexering in de loop van het boekjaar 1997 zullen de subsidiëringsparameters en de bedragen van de toelagen dienovereenkomstig herzien worden.

§ 2. Zolang de bepalingen betreffende de vaststelling van de voor 1998 geldende enveloppe niet vastliggen, zullen de overeenkomstig artikel 36, § 4, gestorte maandelijkse voorschotten vanaf 1 januari 1998 op basis van de in 1997 toegekende enveloppe uitbetaald worden. »

**Art. 10.** In hoofdstuk 1, § 2, punt 1, van de bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de vermelde bedragen als volgt gewijzigd :

- het bedrag 23 286 frank wordt 23 441 frank;
- het bedrag 1 941 frank wordt 1 953 frank.

**Art. 11.** Hoofdstuk I, I, § 2, van bijlage I wordt als volgt aangevuld :

« 6. De bijkomende brugpensioenvergoeding die wordt toegekend aan de werknemers in het wetboek van de halftijdse en conventionele brugpensioenen, wordt als een toelaatbare last beschouwd, voor zover de vervroegde gepensioneerde volgens de wettelijke bepalingen vervangen wordt. »

**Art. 12.** In bijlage VIII, II, § 2, wordt de begeleidingscoëfficiënt 0,1143 eenheid voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde vervangen door 0,1822.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Namen, 24 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX



F. 97 — 1858

[C - 97/27442]

**24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 19 décembre 1996 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1997, section 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre en œuvre la convention collective négociée par le secteur des services d'aide aux familles et d'annoncer les mesures compensatoires liées à la suppression de l'intervention du Fonds d'Equipement et Services collectifs;

Vu l'importance des mesures prises pour préserver et amplifier l'emploi dans le secteur;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Les montants forfaitaires de la subvention déterminée au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996, sont adaptés annuellement en fonction des indexations des salaires dans la fonction publique survenues au cours de l'année.

Le Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions, notifie les montants des subventions forfaitaires annuelles aux différents services agréés.

**Art. 3.** A dater du 1<sup>er</sup> octobre 1997, le premier montant forfaitaire visé à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, est majoré de 9 francs.

**Art. 4.** Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1998, le premier montant forfaitaire visé à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, est majoré de 15 francs.

**Art. 5.** Le deuxième alinéa de l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, est abrogé.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 à l'exception des articles 3 et 4.

Namur, le 24 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON  
Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX